

De plus, des points sont accordés lorsqu'une famille est gênée par un manque d'espace, quand l'état d'une personne malade empire à cause du logement dans lequel elle vit ou si une famille doit quitter son domicile pour des raisons hors de son contrôle.

L'évaluation basée sur un système de points permet de classer les demandes par ordre de priorité. Le logement familial est accordé sur la base des besoins et non pas en fonction de la date de la demande.

On exige également du requérant qu'il nomme les membres de sa famille immédiate qui résident hors de la municipalité en indiquant s'ils feront partie de la famille qui sera logée. Une déclaration fausse faite lors de la demande pourra entraîner un refus de renouvellement ou l'annulation d'un bail.



Calcul du revenu familial

Ce qui suit a pour but de faciliter le calcul du revenu familial mensuel brut:

REVENU MENSUEL DU MARI:
Salaire mensuel avant déductions\$_____
Autres revenus (ex. assurance-chômage, heures supplémentaires mais pas allocations familiales) ...\$_____

REVENU MENSUEL DE L'ÉPOUSE:
Salaire mensuel avant déductions\$_____
Autres revenus (ex. assurance-chômage, allocations de séparation, mais pas allocations familiales) ...\$_____

REVENU FAMILIAL MENSUEL RAJUSTÉ\$_____

VEUILLEZ NOTER: Le salaire des conjoints correspond au salaire avant les déductions d'impôt sur le revenu, etc... et n'est donc pas le salaire net. Si le salaire est hebdomadaire, on doit calculer le salaire mensuel brut en multipliant le salaire hebdomadaire brut par 4¹/₃.

Dans le cas d'un emploi à temps partiel ou saisonnier, le revenu mensuel brut correspond au revenu provenant de toutes les sources pendant l'année divisé par 12.

S'il n'y a qu'un seul parent, on peut déduire jusqu'à \$900 sur le revenu provenant de toutes les sources (à l'exception de l'assistance sociale).

A l'exception des locataires qui bénéficient d'assistance sociale ou d'allocations et de programmes d'aide, les loyers sont établis pour l'année. Le loyer peut cependant être baissé si le revenu familial diminue ou si la famille s'agrandit.

Le loyer des particuliers ou des familles qui touchent une allocation en vertu de la Loi sur l'assistance sociale générale ou de la Loi sur les prestations familiales correspond au montant de l'allocation pour le logement, payable en vertu de la législation.

Echelle loyer-salaire

AVIS IMPORTANT: Les exemples de loyers comprennent les frais de chauffage, d'électricité, d'eau (chaude et froide), une cuisinière et un réfrigérateur. Les loyers peuvent être légèrement plus élevés si d'autres services sont fournis. Par contre, les loyers sont plus bas si le locateur offre moins de services. On accorde une réduction mensuelle par enfant.

Revenu familial mensuel brut \$	Loyer à payer par le locataire \$	Revenu familial mensuel brut \$	Loyer à payer par le locataire \$
0 à 192	37	370	95
226	48	386	100
241	53	420	110
275	64	440	115
300	72	480	125
327	81	500*	130

*Dans le cas où le revenu dépasse \$500, 25 pour cent du montant est affecté au loyer.

Pour avoir plus de renseignements:

Dans la Communauté urbaine de Toronto, adressez-vous au Bureau d'enregistrement
Société de logement de l'Ontario
Rez-de-chaussée
101-ouest, rue Bloor
Toronto (Ontario) M5S 1P8

Hors de la Communauté urbaine de Toronto, faites votre demande à l'adresse figurant ci-dessous ou consultez l'annuaire téléphonique de votre localité pour avoir le bureau local de la S.L.O. [cherchez à: Ontario Housing Corporation (Société de logement de l'Ontario)] ou de l'administration de logement [cherchez sous le nom de votre comté ou de votre municipalité; ex.: Hamilton-Wentworth Housing Authority (Service administratif de logement de Hamilton-Wentworth)].

CA2ΦN
HΦ
-Z202



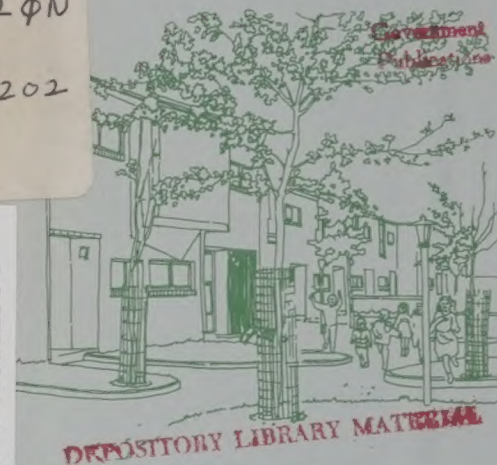
Ministère du Logement
Société de logement de l'Ontario

Housing

Logements locatifs subventionnés pour familles

Par l'intermédiaire de la Société de logement de l'Ontario, le Ministère du Logement fait le nécessaire pour fournir des logements aux familles à revenu bas ou modique, moyennant un loyer établi en fonction du revenu familial.

En collaboration avec les gouvernements municipaux et fédéral, le gouvernement provincial subvient à la provision de logements variés comprenant des appartements, des pavillons groupés et des habitations unifamiliales.



Ce programme d'aide locative est conçu pour les familles ainsi que pour les parents seuls ayant au moins un enfant à charge. Dans certains cas, cette aide peut être accordée à un adulte seul, de moins de 60 ans, n'ayant personne à charge, qui bien que souffrant d'une invalidité permanente et ne pouvant travailler, soit autonome. (Les personnes de 60 ans et plus peuvent bénéficier d'un logement pour personnes âgées dont le loyer est également établi en fonction du revenu du locataire.)

Dans certaines régions comme celle de la Communauté urbaine de Toronto, la Société de logement de l'Ontario est chargée de la gestion des logements subventionnés. La gestion journalière pour les développements individuels peut être assumée par le personnel de la SLO ou par des firmes de gestion retenues par la Société.

Cependant, dans la plupart des municipalités, un Service administratif de logement (SAL), constitué de personnes sensibilisées à leur rôle de citoyens, a été établi pour prendre en charge toutes les fonctions de gestion. Ce Service a son propre personnel qui remplit les différentes tâches de gestion, y compris l'attribution des logements, l'entretien des immeubles, et la collecte des loyers.

Le Ministère encourage de plus en plus la création de programmes permettant aux familles qui reçoivent

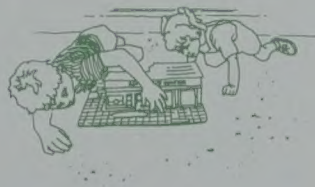
une aide locative de s'intégrer à la collectivité.

Le Régime de supplément de loyer s'inscrit parmi les programmes les plus populaires. En vertu de ce dernier des accords sont passés avec des locateurs ou des constructeurs du secteur privé pour réserver un certain nombre de logements aux requérants d'aide locative inscrits sur une liste d'attente.

La SLO et les propriétaires d'édifices locatifs se mettent d'accord sur le loyer mensuel de chacun des logements, sous réserve de son approbation par le gouvernement fédéral. La famille verse au locateur un loyer établi en fonction du revenu familial et le gouvernement paie la différence entre le montant versé et le loyer total préétabli.

Des logements dans le secteur privé sont également subventionnés en vertu du Programme d'aide au logement locatif du secteur privé et du Plan de financement des logements au niveau local.

Dans chaque cas, les familles qui ont besoin d'aide locative et qui habitent ces



logements du secteur privé versent un loyer établi en fonction du revenu familial, à moins qu'elles ne reçoivent des prestations sociales; dans ce cas, le loyer correspond à la partie des prestations accordée pour le logement.

Loyers et baux

Les loyers établis en fonction du revenu varient entre 16.7 et 25 pour cent du revenu familial brut. Il est important de remarquer que le loyer est établi en fonction du revenu avant les déductions comme l'impôt sur le revenu, etc. et non pas en fonction du nombre de chambres à coucher ou du type de logement fourni.

Si le revenu familial décroît pendant la durée du bail, le loyer décroît également. Par contre, si le revenu familial augmente, le loyer reste inchangé jusqu'à l'expiration du bail.

Les familles doivent fournir les preuves de leur revenu lorsqu'elles font une demande d'aide locative, et par après, au moins 120 jours avant le renouvellement du bail.

Le bail peut être annulé conformément à la Loi sur les propriétaires et les locataires si le locataire ne respecte pas les conditions stipulées dans le bail. Par exemple, un

loyer impayé constituerait une violation de bail. Le bail peut également être annulé si le locataire n'est plus admissible au programme à cause d'un changement dans la structure de la famille.

Demandes

La plupart des municipalités exigent que les familles aient résidé dans la municipalité pendant un an avant de pouvoir faire une demande d'aide locative. Ceci est dû au fait que les municipalités doivent payer 7½ pour cent des frais d'exploitation pour tous les logements locatifs subventionnés dans leurs limites. Le gouvernement fédéral paie 50 pour cent des frais d'exploitation et le gouvernement provincial défraie le reste, soit 42½ pour cent.

En présentant sa demande, le requérant n'est assuré de se voir accorder un logement subventionné. Dans la plupart des régions, il y a une liste d'attente. De plus, le logement locatif est accordé aux plus nécessiteux; la priorité leur est donc donnée.

Les demandes sont évaluées suivant un système de points qui tient compte de nombreux facteurs tels le revenu, le loyer actuellement payé, le nombre de personnes dans la famille et l'état du logement actuel.